



## Les États-Unis ont lancé un projet secret de twitter cubain pour détruire la Révolution



La Havane, 3 avril (RHC/PL)- Les dénonciations faites par le Président cubain Raúl Castro sur les tentatives du gouvernement des États-Unis de déstabiliser Cuba ont été confirmées par des révélations connues aujourd'hui sur un plan étasunien pour pousser la jeunesse à la contre-révolution avec la participation d'une agence étasunienne.

Washington a planifié la création d'un « twitter cubain » pour saper l'autorité du gouvernement cubain. Il était promu par l'USAID, l'Agence Internationale pour le Développement et par des entreprises fantômes formées en secret avec le financement de banques étrangères.

L'agence de presse Associated Press, AP, a indiqué aujourd'hui qu'elle a eu accès à plus d'un millier de documents sur le réseau de communications « Zunzuneo » dont le but était de devenir populaire parmi les jeunes cubains pour les pousser ensuite à la dissidence.

L'AP ajoute que les usagers n'ont jamais su que le projet avait été créé par une agence des États-Unis liée au Département d'État et que les sous-traitants étasuniens étaient en train de collecter des données personnelles sur eux dans l'espoir que ces informations puissent être utilisées à des fins politiques.

Le 1er janvier de cette année, à l'occasion du 55e anniversaire de la Révolution Cubaine, le président cubain, Raúl Castro a dénoncé les tentatives d'introduire de façon subtile des plate-formes de pensée néolibérale et de restauration du capitalisme néocolonial à Cuba.

« Ils font des pieds et des mains pour essayer de faire croire aux Cubains les plus jeunes aux présumées avantages que représenterait le fait de renoncer aux idéologies et à la conscience sociale » a alors signalé Raúl Castro à Santiago de Cuba, dans l'Est de notre pays.



Il a alors relevé qu'à de telles fins l'on prétend provoquer la rupture entre la direction historique de la Révolution et les nouvelles générations et promouvoir l'incertitude et le pessimisme concernant l'avenir, le tout avec l'objectif clair de démanteler depuis l'intérieur le socialisme à Cuba.

L'agence AP ajoute encore que le plan anti-cubain pourrait constituer une violation des lois étasuniennes qui exigent une autorisation par écrit du Président et une information au Congrès pour entreprendre n'importe quelle opération secrète.

Le moins que l'on puisse dire c'est que les révélations faites par l'AP contredisent les arguments avancés pendant longtemps par l'USAID qui prétend ne pas participer à des actions cachées.

Cette affaire est étroitement liée à la situation du sous-traitant de l'USAID, Alan Gross, arrêté en 2009 à Cuba et condamné à prison pour s'être livré à des actions illégales avec des objectifs et des procédés très similaires à l'opération « Zunzuneo ».

Les révélations faites par l'agence de presse étasunienne AP indiquent que les promoteurs de cette campagne ont fait des pieds et des mains pour cacher les liens de ce projet avec Washington.

L'AP ajoute qu'à cette fin des entreprises façades ont été créées en Espagne et que des comptes en banque ont été ouverts aux Iles Caïman pour cacher les transactions financières.

L'AP souligne également que les agents étasuniens ont essayé d'embaucher de hauts responsables d'entreprises sans leur dire qu'il s'agissait d'un projet financé avec l'argent des contribuables des États-Unis.

«L'on ne fera absolument pas mention de la participation du gouvernement des États-Unis » précise un rapport de Mobile Accord, l'une des entreprises de sous-traitance. «Le succès à long terme du service et la garantie de l'accomplissement de la mission sont totalement cruciaux ». conclut le rapport.

Le sénateur Patrick Leahy, démocrate du Vermont et président de la sous-commission sur les Affaires étrangères et sur les opérations à l'Étranger » a indiqué que ces révélations sont préoccupantes.

« Il existe le danger que des jeunes Cubains aient utilisé ce service sur leurs portables sans savoir qu'il s'agissait d'une activité financée par le gouvernement des États-Unis » -a-t-il relevé-.

« Il y a aussi le caractère clandestin du programme donnt on n'a pas informé la Commission d'Assignations qui a la responsabilité de faire des supervisions et le fait que le service soit devenu opérationnel peu après l'arrestation d'Alan Gros » a souligné Patrick Leahy.